

Dynamique de reconstruction sociale et recomposition des liens sociaux en contexte post-crise: Mécanisme de cohésion sociale revisité à Duékoué (Côte d'Ivoire)

*Dote Chantal
Traore Tiamba*

Institut d'Ethno- Sociologie,
Université Félix Houphouët Boigny d'Abidjan, Côte d'Ivoire

Adou Saint-Blanc Kassy

Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte d'Ivoire

Doi: 10.19044/esipreprint.9.2025.p101

Approved: 05 September 2025
Posted: 07 September 2025

Copyright 2025 Author(s)
Under Creative Commons CC-BY 4.0
OPEN ACCESS

Cite As:

Dote, C., Traore, T. & Kassy, A.S-B.(2025). *Dynamique de reconstruction sociale et recomposition des liens sociaux en contexte post-crise: Mécanisme de cohésion sociale revisité à Duékoué (Côte d'Ivoire)*. ESI Preprints.

<https://doi.org/10.19044/esipreprint.9.2025.p101>

Résumé

Cet article analyse la question du rétablissement du tissu social dans un environnement post conflit. Il vise à décrire les mécanismes mis en place dans la reconstruction de la cohésion dans le département de Duékoué, localité ayant subi la désintégration de son lien social suite aux différentes crises socio-politiques. Dans une approche purement qualitative qui traduit la complexité des rapports sociaux et des dynamiques communautaires, mettant ainsi en évidence la profondeur des discours, les représentations et les interactions sociales. Aussi, des entretiens semi directifs et des focus groups ont été réalisés auprès d'un échantillon raisonné de 35 participants. Ceux-ci repartis selon les critères de position sociale et d'appartenance communautaire. Les résultats montrent que les actions d'assistance sociale et économique, la réhabilitation des infrastructures sociocommunautaires et les activités d'interaction communautaires sont autant de stratégies qui ont plus ou moins participé à l'amélioration des liens sociaux fragilisés. Toutefois, pour une consolidation efficiente et durable de la cohésion sociale, des défis majeurs sont à relever.

Mots clés : Reconstruction sociale, liens sociaux, assistance socio-économique, territorialisation de l'action, cohésion sociale

Dynamics of Social Reconstruction and Reconfiguration of Social Bonds in a Post-Crisis Context : A Revisited Mechanism of Social Cohesion in Duékoué (Côte d'Ivoire)

Dote Chantal

Traore Tiamba

Institut d'Ethno- Sociologie,

Université Félix Houphouët Boigny d'Abidjan, Côte d'Ivoire

Adou Saint-Blanc Kassy

Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte d'Ivoire

Abstract

This article analyzes the issue of restoring the social fabric in a post-conflict environment. It aims to describe the mechanisms implemented to rebuild cohesion in the Duékoué department, a locality that experienced the breakdown of its social bonds following various socio-political crises. Adopting a purely qualitative approach that captures the complexity of social relationships and community dynamics, the study highlights the depth of discourse, representations, and social interactions. Semi-structured interviews and focus groups were conducted with a purposive sample of 35 participants, selected based on social status and community affiliation. The results show that social and economic assistance actions, the rehabilitation of socio-community infrastructure, and community interaction activities are among the strategies that have, to varying degrees, contributed to the improvement of weakened social bonds. However, significant challenges remain to be addressed in order to achieve effective and lasting social cohesion.

Keywords: Social reconstruction, social bonds, socio-economic assistance, territorialization of action, social cohesion

Introduction

La reconstruction post-crise et la cohésion sociale dans les sociétés affectées par des conflits violents ont fait l'objet de nombreux travaux en sciences sociales, notamment en sociologie, en anthropologie politique et en science politique. Ces travaux s'intéressent aux formes de recomposition des

liens sociaux, aux pratiques locales de résilience, ainsi qu'aux logiques de réconciliation et de justice dans les sociétés divisées.

À cet effet, la notion de cohésion sociale, fréquemment mobilisée dans les discours politiques et institutionnels pour répondre aux dysfonctionnements sociaux, constitue un objet central de réflexion dans la tradition sociologique. Elle renvoie aux mécanismes par lesquels les individus, malgré leurs différences, parviennent à vivre ensemble de manière relativement pacifique et organisée. Ainsi, dès la fin du XIXe siècle, É. Durkheim (1895) s'interroge sur les transformations sociales engendrées par les révolutions industrielles et politiques en France. Il observe un processus d'individualisation croissante, qui affranchit l'individu des cadres traditionnels d'intégration, tels que la famille, la religion ou la communauté villageoise, et remet en cause les formes de solidarité mécanique caractéristiques des sociétés traditionnelles. Cette mutation sociale, marquée par l'essor d'une solidarité plus organique, repose sur la complémentarité des fonctions sociales, mais fragilise les sentiments d'appartenance collective. Durkheim se demande alors dans quelle mesure une société hétérogène peut maintenir une cohésion sociale suffisante pour garantir sa propre reproduction. Plus tard, dans le contexte de l'après-Seconde Guerre mondiale, Talcott Parsons cité par G. Rocher (1972), élabore une approche fonctionnaliste des sociétés modernes. Pour lui, les dérives du libéralisme européen ont conduit aux tragédies politiques du XXe siècle. Il propose d'analyser la société comme un système composé de sous-systèmes interdépendants, régulés par un ensemble de valeurs partagées acquises au cours du processus de socialisation. Dans cette perspective, l'individu s'efface derrière le système, qui devient le principal garant de l'ordre social et de la stabilité. Ces deux perspectives, bien que différentes, ont en commun de faire de la cohésion sociale une condition de stabilité des sociétés complexes, notamment par leur insistance sur les mécanismes de régulation des conflits et de production de l'ordre social. Toutefois, cette lecture tend à naturaliser les dispositifs de cohésion, sans toujours interroger les causes structurelles des tensions ou des fractures sociales.

La cohésion sociale est définie par B. Lahire (2002) comme l'ensemble des processus qui permettent à des individus socialement différenciés de coexister dans un espace commun. En contexte post-crise, elle suppose la reconstruction des normes de confiance, la gestion des mémoires conflictuelles, ainsi que la réinvention de formes de vivre-ensemble. Pour Émile Durkheim (1967), la cohésion est le produit d'une solidarité (mécanique ou organique), mais en contexte de rupture violente, cette solidarité est profondément mise à mal. J-F. Bayart (1999), quant à lui, insiste sur la nécessité d'analyser les pratiques sociales locales dans leur historicité, y compris les formes d'ethnicisation des conflits et les

configurations clientélistes, qui peuvent soit nourrir les tensions, soit servir de médiations post-crise. En plus, dans les sociétés post-conflit, le rapport au passé est central. P. Ricoeur (2000), interroge les tensions entre mémoire collective et oubli nécessaire à la paix. La mémoire peut être un ferment de cohésion, mais aussi un obstacle à la réconciliation si elle reste sélective ou instrumentalisée. Dans le contexte africain, les travaux de T. Murithi (2006) sur les commissions vérité et réconciliation montrent que les dispositifs de justice transitionnelle doivent être adaptés aux cultures locales. L'imposition de modèles étrangers peut parfois exacerber les ressentiments.

Aussi, la reconstruction post-conflit a d'abord été pensée dans une logique institutionnelle, souvent centrée sur l'État et les mécanismes de stabilisation. Selon R. Marchal (2006), ces dispositifs tendent à privilégier des approches technocratiques, souvent déconnectées des réalités sociales locales. Pourtant, la reconstruction effective des sociétés passe aussi, et surtout, par la réactivation des solidarités, la recomposition des identités collectives, et la réparation symbolique des traumatismes. D. Chandler (2006), dans ses travaux sur la « gouvernance post-conflit », critique cette approche descendante qui invisibilise les dynamiques sociales endogènes. Il plaide pour une reconnaissance des acteurs communautaires et des formes locales de gestion du conflit, souvent plus adaptées aux spécificités contextuelles.

Par ailleurs, le contexte ivoirien, marqué par une série de crises politico-militaires depuis 1999, offre un terrain d'étude particulièrement riche. Les travaux de F. Akindès (2004) mettent en lumière le rôle des fractures identitaires (notamment autour de la question de l'ivoirité), ainsi que les dynamiques de ségrégation spatiale, d'exclusion sociale, et de violence symbolique. Dans le cas spécifique de l'Ouest ivoirien (et notamment Duékoué), l'études A. Babo (2010) souligne la complexité des relations intercommunautaires, souvent tendues entre autochtones, allochtones et allogènes. L'accès à la terre, les mémoires du conflit, et les dispositifs de réparation sont au cœur des tensions, mais aussi des tentatives de reconstruction.

Dans cette dynamique, J-K. Bosson (2006) s'est intéressé aux processus permettant de faire évoluer une société marquée par la peur, la méfiance et la violence, vers une forme de réhabilitation du lien social et de rééquilibrage des rapports sociaux. F. Sanou (2006), pour sa part, a analysé les obstacles liés au fonctionnement des mécanismes institutionnels de cohésion sociale, en mettant en lumière leurs limites dans un contexte où les réalités socioculturelles sont souvent négligées.

Cependant, peu de travaux se sont penchés sur l'analyse en profondeur des causes de la fracture sociale. Or, si les dispositifs de reconstruction peinent à produire des effets durables, cela peut s'expliquer

par leur inadéquation face aux réalités sociales et culturelles qui fondent cette fracture. L'absence de cette réflexion en amont contribue au maintien des tensions latentes, notamment dans les sociétés post-conflit.

C'est dans cette perspective que s'inscrit notre étude. Elle vise à décrire les mécanismes de reconstruction sociale, à la lumière de l'analyse des facteurs alimentant les dynamiques du repli identitaire dans la Sous-Préfecture de Duékoué.

Démarche Méthodologique

Située dans l'ouest de la Côte d'Ivoire, la Sous-préfecture de Duékoué constitue le site d'étude de ce travail. Cette localité, fortement marquée par les crises politico-militaires survenues entre 2002 et 2011, est l'un des épicentres des violences intercommunautaires, notamment lors de la crise post-électorale de 2010-2011. Duékoué représente aujourd'hui un espace significatif pour l'analyse des processus de reconstruction sociale, de réconciliation communautaire et de recomposition des liens sociaux, dans un contexte de retour progressif à la paix.

En effet, les investigations se sont déroulées dans la région du Guémon notamment dans la sous-préfecture de Duékoué et principalement dans les villages de Nanandy, Tobly- Bangolo, Néambly et au quartier Carrefour. La sous-préfecture de Duékoué se situe à l'Ouest de la Côte d'Ivoire à environ 500 kms de la capitale économique Abidjan. Elle est limitée : Au Nord par le département de Bangolo, au Sud par le département de Soubré, à l'Est par les départements de Daloa et Issia et à l'Ouest par le département de Guiglo. Sa superficie est de 2930km². Zone favorable à la cacao culture, elle connaît un important flux migratoire. Sa population est estimée à 198047 et se répartie de manière suivante : autochtones guéré 46912 soit 22%, allochtones et allogènes (migrants) respectivement 48,94% et 28,38%. On constate un déséquilibre démographique dû à la forte migration, et cela a un impact sur les rapports sociaux qu'entretiennent les autochtones et les migrants au sujet de la « terre ». Les localités enquêtées ont été choisies en fonction de leur situation et leur proximité avec la ville de Duékoué. Il faut dire que ces localités étant situées sur l'axe Duékoué -Daloa c'est-à-dire la voie menant à Abidjan, la capitale économique, elles furent les premières cibles des forces rebelles lors de l'offensive dite de « libération » du pays le 28 mars 2011.

L'enquête s'est essentiellement déroulée dans la sous-préfecture de Duékoué précisément dans les villages de Néambly, Tobly-Bangolo, Nanandy et au quartier carrefour. Le village nommé *Néambly*. Village situé sur l'axe Duékoué- Daloa à cinq kilomètres de la ville de Duékoué. C'est le village qui a subi plus dégâts matériels, et de pertes en vies humaines. Le quartier abritant les autochtones a été totalement détruit. En effet, la

population autochtone dans ce village fut accusée de s'être attaquée aux populations de la communauté Malinké au moment de la contestation du pouvoir entre le FPI et le RDR. C'est donc en guise de représailles que les pro- Ouattara dans leur offensive de libération du pays, se sont acharnés sur le quartier des autochtones. Ensuite le village nommé *Tobly-Bangolo*, village situé à dix-sept kilomètres de Duékoué, sur l'axe Duékoué-Daloa c'est logiquement qu'il a subi les affres de l'offensive de libération du pays lancée par les forces pro Ouattara dans leur progression vers le sud du pays. Ce village a connu, plusieurs dégâts matériels et des pertes en vies humaines. Il faut noter que tout comme dans le premier village c'est le quartier des autochtones qui est toujours attaqué. *Nanandy*, village située à une vingtaine de Duékoué sur le même axe que les deux premiers, fut également accusé de s'être attaqué aux populations migrantes lors de la période de contestation des résultats des élections. Ici également il y a eu des pertes en vies humaines, des hommes ayant subi des sévices corporels, des maisons incendiées et détruites. Et cela toujours du côté des populations autochtones. Ces trois premiers villages sur l'axe Duékoué -Daloa sous l'accusation de s'être attaqué aux populations migrantes installées de leurs villages lors de la période de contestation des résultats du second tour des élections ont payé les frais lors de la progression des forces pro Ouattara vers le sud du pays.

Les quartiers des autochtones ont été saccagés par les forces pro Ouattara ; Des maisons incendiées et les droits humains violés. Plusieurs biens matériels emportés. *Le quartier carrefour*, quartier de la commune de Duékoué, il constitue la porte d'entrée en provenance de Daloa. Communément appelé « carrefour » il aussi connu sous le vocable de Diayé Bernard et abrite un grand nombre de l'ethnie guéré, population autochtone Ce quartier fut le lieu de l'organisation de la résistance lors de la pénétration des groupes de la rébellion de 2002, à savoir le MPIGO et MJP. C'est dans ce quartier que tous les groupes d'auto- défense se retrouvaient et les grandes décisions étaient prises à partir de ce lieu. Ce quartier a été sérieusement saccagé. La population autochtone massacrée par les forces pro- Ouattara car, ils recherchaient un chef des groupes d'auto- défense du nom de vieux « *Colombo* », un autochtone. C'est ici que l'on a découvert des cadavres dans des puits. Les habitants nous parlent de deux fosses communes non loin de la broussaille jouxtant le quartier. En mot, ce quartier a connu des atrocités et jusqu'à présent on dénombre plusieurs personnes portées disparues. Ce sont tous ces éléments qui motivé le choix ces quatre lieux pour dans notre enquête.

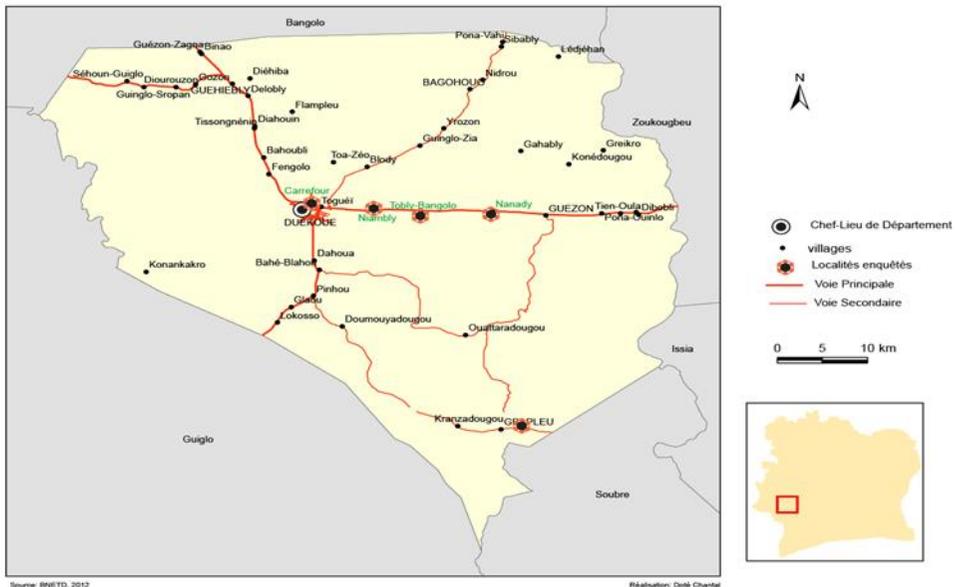
L'étude s'intéresse principalement aux acteurs sociaux impliqués ou affectés par les dynamiques post-crise. Il s'agit notamment des habitants des différentes communautés socioculturelles de Duékoué (autochtones, allochtones, allogènes), des leaders communautaires et religieux, des acteurs

associatifs ou de la société civile engagés dans la médiation ou les actions de cohésion sociale, ainsi que des autorités administratives et locales impliquées dans la gestion post-crise (chefferies, sous-préfecture, etc.). Ces acteurs constituent la population cible de l'étude, car leurs expériences vécues, leurs perceptions du conflit, ainsi que leurs pratiques sociales de reconstruction ou de repli identitaire sont essentielles à la compréhension des logiques de recomposition sociale en contexte post-conflit.

Par ailleurs, l'étude repose sur une approche qualitative, visant à saisir la complexité des rapports sociaux et des dynamiques communautaires dans un espace post-crise. Cette approche permet d'accéder à la profondeur des discours, des représentations et des interactions sociales. La sélection des participants repose sur des critères d'inclusion qualitatifs : Résider ou avoir résidé à Duékoué pendant ou après la crise ; appartenir à l'une des communautés (ethniques ou religieuses) impliquées ou affectées par les tensions ; avoir été acteur ou témoin des dynamiques sociales de conflit ou de réconciliation ; donner un consentement libre et éclairé à la participation à l'étude. Pour recueillir les données, plusieurs techniques qualitatives ont été mobilisées. Des entretiens semi-directifs réalisés auprès d'un échantillon raisonné de 35 participants, répartis selon des critères de position sociale et d'appartenance communautaire. Ces entretiens ont permis de recueillir des récits de vie, des représentations du conflit, des trajectoires de reconstruction, ainsi que des perceptions sur la cohésion sociale actuelle. Des groupes de discussion (focus groups) organisés avec des membres de différentes communautés afin d'explorer les rapports intercommunautaires, les stratégies de cohabitation et les formes de mémoire collective. Des observations de terrain, réalisées dans les espaces communautaires (marchés, lieux de culte, réunions de quartiers, etc.) pour appréhender les interactions sociales ordinaires, les pratiques de solidarité ou les signes de tensions persistantes. Par ailleurs, l'échantillonnage raisonné (ou par choix délibéré) a été utilisé, en fonction de la pertinence des profils pour répondre à la problématique. Ce type d'échantillonnage est adapté aux recherches qualitatives en contexte social complexe. Il permet de maximiser la diversité des points de vue et des expériences, plutôt que de rechercher la représentativité statistique.

Résultats

La carte ci-dessous présente la zone de l'étude.
DEPARTEMENT DE DUEKOUÉ



Source : BNETD, 2012, Réalisation, Doté Chantal, 2021

Les résultats de l'étude indiquent l'existence de mécanisme de reconstruction de la cohésion sociale comme réponse à la dégradation du lien social et une territorialisation de l'action collective comme action concrète de reconstruction de la cohésion sociale.

Les mécanismes de reconstruction de la cohésion sociale comme réponse à la désintégration du lien social

Après une crise violente, les structures sociales sont fragmentées. À Duékoué, la mise en place de mécanismes spécifiques (comité de retour, facilitateurs, comité de projets) s'inscrit dans une logique de régénération du tissu social, visant à restaurer les normes de coexistence et à rétablir une confiance collective, souvent érodée dans les sociétés post-conflit.

Le comité de retour et de paix comme instance de médiation sociale

Ce comité joue un rôle central dans la gestion du retour des déplacés internes. Il agit comme un médiateur entre les groupes en tension (autochtones/allochtones, victimes présumés), facilitant la négociation et le pardon. Il réintroduit une régulation communautaire, fondée sur des principes de dialogue, de réconciliation, et de réparation morale.

C'est un comité de prévention de conflits et de facilitation au retour des populations. Ce comité est composé des membres des différentes

communautés existant dans les villages. Ils jouent également le rôle de facilitateur auprès de leur communauté. Un des leaders communautaires explique comment ce comité a été mis en place et explique son rôle.

Lors des attaques nous avons trouvé refuge dans les différents camps. Mais les conditions hygiéniques y étaient presque inexistantes. Quelques habitants de mon quartier qui étaient réfugiés dans le même camp que moi, avions émis l'idée d'un retour sous la surveillance des forces onusiennes. Ce que nous avons soumis aux différents responsables des camps. Parce que la promiscuité faisait que plusieurs enfants tombaient souvent malades. L'insalubrité grandissante était la cause de diarrhée et des enfants en mourraient. Des personnes âgées en étaient victimes. Tout cela nous a donné l'idée de vouloir retourner chez nous bien avant que les autorités ne se penchent sur le problème des déplacées internes. Lorsque le gouvernement a pris la décision de fermer les camps de réfugiés, nous avons sensibilisé les populations pour leur montrer le bien fondé de notre retour dans nos différents villages et quartiers Mais nombreux étaient ceux qui ne voulaient pas , à cause du traumatisme et de la peur, car il s'est produit trop d'atrocités et beaucoup avaient perdu trop de biens .Seulement, quelques personnes sont venus avec nous .Avec l'aide des ONG et sous escorte des forces de l'ONU nous avons procédé à la désinfection du quartier, à la fermeture des puits où des corps avaient été découverts. Il y a eu la réhabilitation de quelques maisons qui n'étaient pas trop endommagées. On nous a même distribué des vivres et non vivres, offert des kits scolaires à nos enfants et il eut une couverture médicale à travers des séances de vaccinations. C'est comme ça que petit à petit les gens ont regagné leurs lieux de résidence initiale. Mais c'est avec l'incendie du camp de Nahébly que plusieurs déplacés sont retournés chez eux. B. C. Responsable du comité de retour et de paix du quartier Carrefour

Ce discours met en évidence les raisons de la mise en place des mécanismes de réinsertion des populations déplacées. En effet, en montrant les actions menées par les pouvoirs publics et privés, on s'aperçoit de la qualité de vie et des besoins auxquels sont exposées les populations déplacées.

Les facilitateurs comme vecteurs de résilience communautaire

Issus des communautés elles-mêmes, les facilitateurs incarnent une forme de leadership informel ou intermédiaire, jouant un rôle clé dans la résilience sociale. En tant qu'agents de liaison, ils mobilisent les ressources sociales disponibles (savoir local, mémoire collective, réseaux de solidarité) pour reconstruire une intelligence collective nécessaire à la paix durable.

Ce sont les membres des communautés ethniques vivant dans les villages et quartier. Ils ont formé par les ONG pour la sensibilisation à la paix ; au pardon et à la tolérance. Leur rôle est d'instaurer la confiance au sein de la communauté pour favoriser la réconciliation.

Le contenu des formations que nous avons reçues, nous permet de lutter contre les stéréotypes, les rumeurs, l'ignorance au sein de notre communauté. Nous avons également acquis des compétences en matière de compréhension et de définition de conflits et de la cohésion sociale. Cela nous a beaucoup aidé pour convaincre nos parents à retourner au village. Parce que certains pensent que les populations étrangères sont responsables de la situation que nous avons vécue et il y avait trop de rumeurs en ville disant que c'étaient pour arrêter des personnes supposées être des miliciens. » G.A., un facilitateur du village de Tobly-Bangolo.

À travers ce témoignage on découvre, les méthodes mises en place pour faciliter le retour des déplacés. Il met également en exergue les éléments pris en compte pour lutter contre les comportements et attitudes de peur et de méfiance. En effet, l'action de ce comité par ce discours est de favoriser un environnement propice à la paix pour le déclenchement d'un « vivre ensemble » durable dans les localités enquêtées.

Il faut dire que ces facilitateurs communautaires sont comme des médiateurs au sein de leur communauté. Ils ont la capacité d'écouter, de communiquer facilement et d'examiner les convictions des membres de leur communauté sur des conflits puis de les résoudre au sein de leur communauté et même au-delà de celle-ci.

Le comité de projets, une institutionnalisation du vivre-ensemble

Par l'implémentation de projets communautaires (réhabilitation d'infrastructures, développement local), ce comité favorise une coopération intercommunautaire concrète. Il traduit la solidarité en action et renforce le capital social bridging (entre groupes différents), condition essentielle à une cohésion sociale horizontale.

Les comités de projets sont créés pour pallier aux difficultés socio-économiques car la crise a eu des répercussions sur des infrastructures communautaires et partant sur le revenu des populations. Des initiatives sont prises dans le cadre de la réhabilitation des structures socio-économiques. Le comité de projets est une structure regroupant des hommes et des femmes de toutes les couches sociales et de toutes origines vivant sur le même espace géographique. Il pose des diagnostics dans les villages afin de créer des micro-projets. Il favorise entre autre le vivre ensemble ou amène les populations à réapprendre le vivre ensemble. Il assure également la consolidation des rapports sociaux brisés entre les communautés socio-culturelles, à travers la création des activités génératrices de revenus.

Avec la Banque Mondiale et l'assistance de l'ANADER, le projet de la riziculture a été réalisé. On a créé une rizière dans le bas-fonds où tout le monde travaille c'est-à-dire que les femmes et les hommes de toutes les ethnies et toutes les nationalités qui vivent ici. Chaque matin ils se retrouvent là-bas pour travailler. A la récolte, ils vont vendre le riz et se partager l'argent ou créer une coopérative ça dépendra d'eux. Il y a d'autres projets comme cela qui sont faits dans les villages voisins. Il y a même des jeunes qui sont formés actuellement à l'hévéaculture et à l'élevage. Une ONG avec l'aide de PNUD a réhabilité la cantine scolaire ». D.J., un des superviseurs des différents projets

La déclaration de ce leader communautaire nous renseigne clairement sur l'objectif de toutes ces actions menées. Elles ont pour but de favoriser un climat de paix, afin de déclencher de nouveaux rapports sociaux et un « vivre ensemble ». Ceci pour un développement humain durable.

Photo 2: un projet de riziculture réalisé avec l'appui de la banque mondiale



Source : Doté Chantal, enquête de terrain, 2016

Le responsable du secteur du développement rural vient renchérir les propos précédents pour mettre en évidence le rôle primordial du comité de projet.

Dans les villages ou quartier on a mis en place des microprojets en fonction des catégories sociales et de leur statut. Exemple, au quartier carrefour nous avons avec l'aide des partenaires au développement créé un micro projet dans lequel on retrouve tous les ex-combattants. Dans le village de Néambly, on a regroupé les femmes de toutes les communautés autour d'un projet de riziculture. On regroupe aussi les jeunes (filles et garçons) de toutes les communautés autour d'un autre projet et ainsi de suite. Plusieurs projets sont dans les villages autour desquels les différents membres des communautés se retrouvent. » Monsieur T.R, chef du service du développement rural.

Cette stratégie est mise en place pour permettre le rapprochement des différents membres des communautés et de vaincre la peur et la méfiance. En effet, cette méthode permet aux différents membres des communautés de rentrer ainsi en relation et de ressouder les liens sociaux brisés. C'est en quelque sorte la recherche d'une unité entre les différentes communautés vivant dans les villages. En somme, tous ces comités assurent la consolidation des rapports sociaux brisés entre les communautés.

Toutes ces actions sont posées dans le cadre du rétablissement de la cohésion sociale mais aussi du renforcement des capacités locales, des mécanismes basés sur les techniques de gestion et de prévention des conflits. Cependant, il faut reconnaître que cette force de maintien de l'unité entraînant le vivre ensemble n'arrive pas encore à se construire car il n'y a pas encore cette « attraction » des uns par rapport aux autres.

Territorialisation de l'action collective comme action concrète de reconstruction de la cohésion sociale

Ces actions, à la fois dans la ville et les villages, révèlent une dynamique de recomposition sociale territorialisée, répondant à des besoins spécifiques selon les configurations locales du conflit. Pour essayer de rétablir une cohésion sociale durable, les autorités gouvernementales appuyées par organisations non gouvernementales et des bailleurs de fonds tels que la Banque Mondiale et l'ONU, ont permis la réhabilitation des infrastructures socio-économiques et communautaires.

Consolidation de l'espace public partagé à l'échelle urbaine

Les actions menées en ville (sensibilisation, activités économiques inclusives, cérémonies de réconciliation) permettent de reconstruire un espace symbolique commun et de restituer un sentiment d'appartenance à la cité. La ville devient le lieu d'une cohabitation reconstruite, où les anciennes frontières symboliques (ethniques, politiques, religieuses) sont redéfinies.

Dans la ville de Duékoué, selon nos informateurs, les cadavres qui jonchaient les rues après la crise postélectorale ont été ramassés grâce au comité international de la croix rouge (CICR). Il a aussitôt procédé à la dépollution de la ville et surtout du quartier Carrefour. Les puits dans lesquels des corps ont été retirés furent automatiquement fermés. L'ONG « solidarités » avec l'aide des leaders communautaires a facilité le retour des déplacés du quartier Carrefour et des villages enquêtés.

Cette même structure a ensuite distribué des kits scolaires pour que les parents puissent accompagner leurs enfants à l'école. Toujours selon nos mêmes sources d'informations plusieurs maisons furent réhabilitées et construites au quartier Carrefour. En plus, les populations retournées ont été approvisionnées en vivres et non vivres. Le ministère de la santé avec le concours des ONG a procédé à des séances de vaccination mais spécifiquement à celles des enfants en bas âge. Enfin, des comités ont été instaurés pour veiller à la consolidation de la paix et de la réconciliation.

Restauration des micro-liens sociaux à l'échelle villageois

Dans les villages, les actions sont souvent plus communautaires et enracinées dans les normes coutumières. Les cérémonies traditionnelles, les dialogues intergénérationnels, ou la remise en valeur de l'autorité des chefs locaux, participent à la reconstruction du lien social vertical (entre institutions et citoyens). On assiste ici à une réactivation des solidarités primaires et des mécanismes traditionnels de régulation.

Après plusieurs mois passés dans les camps, les populations déplacées ont accepté de retourner dans leurs villages respectifs sous l'impulsion des autorités gouvernementales et structures non gouvernementales (ONG). Ici comme au niveau de la ville plusieurs habitations ont été reconstruites et réhabilitées.

Dans les villages de Nanandy et Tobly –Bangolo ce sont des dizaines de maisons qui ont été réhabilitées et quelques-unes reconstruites. Dans le village de Néambly le quartier des autochtones qui avait été entièrement détruit fut reconstruit. En effet, ce village fut l'un de ceux qui a été presque détruit lors des événements post – électoraux. Aussi, une couverture médicale à travers des séances de vaccination, et la distribution des médicaments de première nécessité avec l'appui du ministère de la santé furent organisées. Puis des comités mis en place pour la sensibilisation à la

paix et au pardon. Les chefs des différentes communautés socio-culturelles existant dans les villages ont été conviés à une séance de partage sous le regard des autorités administratives.

L'ONG « international comitee rescue » (IRC) a renvoyé toutes les pompes hydrauliques. Des projets de mis en commun comme celui de la riziculture, de l'hévéaculture et de l'élevage furent réalisés avec l'appui de la Banque Mondiale et de l'ANADER. Les leaders communautaires et les facilitateurs jouent un rôle de sensibilisateur en organisant des journées récréatives par l'entremise des ONG et aussi l'ONUCI auxquels prennent part toutes les catégories sociales. La structure gouvernementale dénommée programme d'assistance post conflit (PAPC) projetait la construction d'autres maisons à trois pièces dans les villages enquêtés disent nos informateurs.

La cantine scolaire du village de Néambly fut réhabilitée ; un bâtiment de trois classes a été construit à Nanandy (voir photo). Des vivres et non vivres furent également distribués aux populations retournées. Les femmes ont été formées à la gestion en vue de les installer pour des activités génératrices de revenus.

Photo 3 : une école réhabilité par l'ONG solidarité



Une école réhabilité par l'ONG solidarité



Une maison construite par l'ONG solidarité

Source : Doté Chantal, enquête de terrain, 2016

On remarque que la mise en place des comités de paix, de projets et la formation des facilitateurs, a permis le retour des populations déplacées. En plus, les actions d'assistance, de construction et de réhabilitation des

infrastructures et des équipements sociocommunautaires font plus ou moins appel à la recherche d'une reconstruction de la cohésion sociale pour un développement humain durable. En effet, les actions d'assistance sociale et économique, la réhabilitation, la construction et l'équipement des infrastructures sociocommunautaires, les actions de réinstallation des autorités locales, les activités d'interaction communautaire et de remise en état du patrimoine culturel contribuent plus ou moins à la reconstruction de la cohésion sociale.

Cependant ces actions sont diversement appréciées par les populations. Ce niveau d'appréciation laisse entrevoir les différentes représentations que les populations se font de la cohésion sociale.

Discussion

La littérature scientifique mentionne la contribution de plusieurs auteurs sur les facteurs sociaux du repli identitaire. A ce titre, S. Paugam (2008) soutient que « les crises des institutions que sont la famille, les organisations syndicales et le désenchantement incite au repli individualiste ou identitaire et au désintérêt vers l'agir ». Cependant, il faut reconnaître que des facteurs et non des moindres participent aussi à l'attitude du repli. R. Boudon et F. Bourricaud (2006) affirment à cet effet que les conflits sont omniprésents dans la vie sociale et prennent des formes parfois variées. Ces auteurs distinguent pour ainsi dire les conflits ou les crises par la nature de leur enjeu. Pour les auteurs, les conflits peuvent porter sur la distribution de biens rares (biens économiques, pouvoir). Ils peuvent également être portés sur des valeurs, des règles du jeu gouvernant un système d'interaction (une organisation). De ce qui précède nous pouvons avancer que les conflits en Afrique englobent une variété d'indicateurs à telle enseigne qu'ils se présentent beaucoup plus complexes et affaiblit le tissu social.

Ainsi, l'analyse de I. Kupelsa (2000) montrent que dans les sociétés africaines les conflits occasionnent la dégradation des rapports sociaux entre les individus et les met dans une situation d'instabilité chronique. Ils deviennent dans ce cas un phénomène de violence qui affecte la cohésion sociale. C'est en cela que les conflits constituent une entrave au développement économique, social, culturel et à la construction de leur unité. Cet auteur fait ressortir cela à travers ses écrits en soulignant que le drame d'une bonne partie de l'Afrique centrale s'inscrit dans cette trame. Il continue dans son explication en démontrant pourquoi les conflits persistent dans les sociétés africaines et les désorganisent. Selon lui, si l'histoire de l'Afrique est jalonnée par des conflits interminables, c'est parce que les populations africaines elles-mêmes sont habités de sentiments d'intolérance. Pour lui, les sociétés africaines portent en elles-mêmes les germes de leur propre destruction car le comportement de ses membres ne peut que

favoriser la montée des tensions favorables aux conflits et crises. En effet, pour lui si les populations africaines développent entre elles des attitudes d'intolérance c'est parce qu'il existe au sein des sociétés africaines des dysfonctionnements qui ne permettent pas à ses membres d'entrer véritablement en relation. Toutefois, l'auteur admet que les crises dans les sociétés africaines tirent souvent leur source en dehors des sociétés africaines elles-mêmes. Ce qui les rend complexes et pose un problème dans les résolutions. En effet, cette complexité devient un obstacle dans la mise en place des mécanismes pour créer un réseau de relations qui les amèneraient à partager des valeurs communes.

Toutefois, un tableau de cette permanence de conflit est d'ailleurs peint par certains auteurs. J-M. Chataignier et al, (2007) et J. Lecaillon (1979) qui justifient cette persistance de conflits par un ensemble de causes telles que la légitimation de pouvoir, l'accès aux ressources foncières et halieutiques, les litiges frontaliers, etc. Ces auteurs ont par ailleurs évoqué les problèmes de l'injustice et des inégalités sociales et surtout des conflits frontaliers. Cela nous éclaire dans la mesure où les tensions intercommunautaires auxquels nos sociétés africaines sont sujettes, sont quelques fois le corollaire des enjeux fonciers et de l'occupation de l'espace. En effet, les conflits surviennent souvent par la forte migration des populations qui a pour conséquence une interaction entre les cultures. Sachant que chaque groupe a sa propre culture c'est-à-dire sa propre langue, ses propres traditions, sa propre histoire. Ce choc de culture peut souvent provoquer des conflits entre population autochtone et celle qui a migré (allogènes et allochtones).

Les auteurs comme A. Toh et E. Koffi (2016) ont démontré à travers leurs écrits comment les enjeux fonciers dans l'Ouest ivoirien contribuaient à la dégradation des rapports sociaux entre migrants et autochtones. Ils mettent en avance la dynamique migratoire et les obstacles à l'accès à la terre comme des variables posant des difficultés dans la construction des liens sociaux entre les communautés migrantes et autochtones. En effet, dans les localités issues des zones de l'Ouest de la Côte d'Ivoire, l'accueil et l'installation des migrants se font à travers les instructions comme le « tutorat ». Cela justifiait l'accès des populations migrantes au lopin de terre pour subvenir à leurs besoins alimentaires, économiques et environnementaux. En guise de reconnaissance, celles-ci, leur apportaient assistance morale et sociale en cas de difficulté. Cependant, les crises économiques et socio-politiques ont respectivement favorisé le retour de jeunes autochtones et des nouveaux migrants. A cet effet, les relations sociales existants entre les communautés autochtones et migrantes seront déconstruites et reconstruites selon des dispositions nouvelles. Mais cette situation de reconstruction et de déconstruction des liens sociaux engendre une atmosphère de tensions qui

débouchent sur des attitudes et comportements, de repli identitaire ou communautaire, de tensions intercommunautaires qui donnent lieu à des conflits communautaires ou identitaires. Du coup se pose le problème de l'unité ou de cohésion sociale.

M. Koné (2006) parle également de ces deux variables qui constituent l'essence même des rapports sociaux entre les populations migrantes et autochtones. En effet, dans les zones de forte migration de la Côte d'Ivoire telle que les régions de l'Ouest, des types d'institutions (tutorat ou du planter-partager) sont mises en place pour faciliter l'intégration des populations migrantes et leur permettre d'avoir accès à la terre et à tout autre ressource indispensable à leur survie. Mais l'existence de ces cadres intentionnels n'empêchent pas les différentes communautés socio-culturelles d'entretenir des relations sociales difficiles et aux populations migrantes de se heurter à des obstacles dans le processus de leur intégration sociale. L'auteur met en évidence des éléments qui structurent cette institution et qui ne favorisent pas le « vivre ensemble ».

M. Fofana et K. Traoré (2015) démontrent comment les crises ont entraîné progressivement une fracture sociale profonde au sein de la société ivoirienne qui se caractérise entre autres par les affrontements intercommunautaires, les clivages ethniques et les replis identitaires notamment dans l'Ouest forestier ivoirien. Selon eux, grâce aux efforts consécutifs des organismes internationaux et du gouvernement actuel, les communautés tentent de se reconstruire par-delà les conflits. Mais, cette reconstruction reste encore très fragile au regard de la production des relations sociales. Ce qui pose du coup le problème de la durabilité de la cohésion sociale. À cet effet, le problème de la durabilité de la cohésion sociale se pose à travers les affrontements intercommunautaires interminables et de la construction de relations sociales comme stratégie de domination communautaire.

K.N. François et N. B. Anselme (2016) soutiennent que les litiges fonciers intercommunautaires ont été déterminants dans l'éclatement de la crise dans les régions du Guémon et du Cavally. Ces tensions qui opposent des paysans ont longtemps semé le trouble dans l'extrême-ouest forestier, puis concouru en partie à la fracture sociale entre les communautés autochtones et migrantes. Toutefois ces facteurs débouchent parfois sur des litiges de valeurs. B. Guibléhon (2011), décrit la situation à l'ouest de la Côte d'Ivoire après les différentes crises. L'auteur note que l'Etat n'existait plus pour garantir la sécurité des populations, une pareille situation a perturbé l'ordre social et engendré un désordre social remettant ainsi en cause les rapports sociaux de coexistence pacifique qui ont prévalu entre les communautés autochtones et étrangères. J-M. Chataignier (2007) définit les litiges de valeurs comme des conflits provoqués par l'existence d'un

désaccord aux principes, aux valeurs. Il distingue pour ainsi dire trois types de valeurs : culturelles, religieuses et idéologiques. Les conflits culturels selon lui surviennent souvent par la forte migration des gens qui a pour conséquence une interaction entre les cultures. Sachant que chaque groupe a sa propre culture c'est-à-dire sa propre langue, ses propres traditions, sa propre histoire. Ce choc de culture peut souvent provoquer des conflits entre population autochtone et celle qui a migré (allogènes et allochtones). Les valeurs religieuses qui pour lui, souvent conduisent à des conflits violents. Par exemple les tensions religieuses dans le Nord du Nigéria où l'opposition islamiste se détache du pouvoir séculier. La rivalité religieuse en Ouganda entre catholiques et protestants et au Soudan la lutte entre le Nord islamiste et le Sud chrétien-animiste. Enfin, il dénonce certains conflits d'idéologie qui entraînent des mouvements de protestation. Ces mouvements dit-il, sont souvent inspirés par les idées de politique moderne sur l'organisation de l'Etat, de l'Economie, des droits de l'Homme, la répartition du pouvoir et de la capacité décisionnelle.

Les auteurs dans leur ensemble décrivent les manifestations de la dégradation de la cohésion sociale, leurs causes et à quelques degrés moindre les obstacles à sa reconstruction. Cependant, ils ne font état des instruments indispensables à sa reconstruction durable. En faisant cette typologie des litiges, l'auteur fait certes ressortir les facteurs liés à la persistance des attitudes et comportements favorables au repli communautaire ou identitaire dans une société socialement fracturée, mais n'expose pas les moyens à mettre en œuvre pour consolider les rapports pacifiques de coexistence dans un environnement post-conflit. C'est en cela que J-K. Bosson (2006) analyse dans son mémoire sur la cohésion sociale dans les régions de Danané et de Bangolo les mécanismes à mettre en place pour transformer une société post conflit en proie à la violence, à la méfiance et à la peur en une société cohésive et socialement équilibrée. Ainsi, F. Sanou (2006) en allant dans le même sens que l'auteur va quant elle, jeté un regard sur les causes liées aux difficultés dans le fonctionnement des mécanismes mis en place pour la recherche de la cohésion sociale.

Toutes ces contributions s'inscrivent dans une vision de cohésion sociale structurelle, allant au-delà du conjoncturel ou de l'émotionnel, pour s'inscrire dans la durée. Il faut alors pérenniser les structures communautaires. Cela peut passer par l'institutionnalisation des comités (retour, paix, projets) comme des espaces intermédiaires de gouvernance locale, afin qu'ils ne soient pas dépendants des financements extérieurs ou des ONG. Cela suppose de les intégrer aux politiques publiques locales. Cette institutionnalisation des comités communautaires doit s'inscrire dans des formes de gouvernance hybrides, intégrant les logiques sociales locales aux cadres institutionnels formels. La gouvernance locale efficace suppose

de reconnaître les formes d'organisation communautaire comme des institutions à part entière, capables de produire du politique (J-F. Bayart, 1999).

Aussi faut-il renforcer les capacités locales, former durablement les facilitateurs et leaders communautaires dans les domaines de la médiation, du droit communautaire, et de la gestion des conflits, afin d'ancrer une culture de la paix et de l'autorégulation sociale. Les "sociétés de communication" où la formation ne se limite pas au transfert de compétences, mais participe à la construction du pouvoir d'agir (L. Sfez, 1992). Une approche ancrée, respectant les logiques locales de savoirs, pour renforcer les capacités sans imposer de modèles exogènes s'impose. Il s'agit de former les leaders communautaires, c'est aussi construire des médiateurs culturels capables de traduire et d'adapter des normes dans des contextes spécifiques (J-P. Olivier de Sardan, 1995).

Il y a aussi la création de ponts intergénérationnels et interethnique pour favoriser des projets communs (culture, sport, agriculture) impliquant différentes couches sociales et identitaires, pour entretenir le capital social transversal (bridging), garant de la cohésion à long terme. La fracture sociale se joue aussi dans l'absence de reconnaissance mutuelle entre groupes. Le développement de projets collectifs mixtes (jeunes/anciens, groupes ethniques différents) est essentiel pour réactiver le lien social et construire une cohésion durable (S. Paugam, 2008 ; D. Fassin, 2002). Le capital social transversal se construit par des expériences partagées, qui transforment l'altérité en familiarité (S. Paugam, 2008). Mettre en place des mécanismes de transmission de la mémoire des conflits et des processus de paix, afin de transformer le passé en ressource pédagogique et préventive, et non en vecteur de ressentiment. La reconstruction de la cohésion sociale à Duékoué ne peut se réduire à des dispositifs techniques ou des actions ponctuelles. Elle constitue une entreprise sociale de longue haleine, impliquant un travail collectif de redéfinition des normes de coexistence, de réactivation du lien social sous différentes formes (affectif, normatif, fonctionnel), et de renforcement du capital social local. La mémoire des conflits peut être mobilisée comme ressource éducative si elle est travaillée collectivement. Cela nécessite des espaces publics de narration et de reconnaissance (T. Todorov, 1995 ; B. Stora, 2012). La mémoire peut être une force de réconciliation si elle est partagée, critiquée et intégrée dans une pédagogie du vivre-ensemble (T. Todorov, 1995).

Dans un contexte post-crise, la paix n'est pas donnée, elle est coproduite par les acteurs locaux à travers un enchevêtrement de dispositifs formels et informels, qui doivent être pensés et repensés dans une perspective systémique et processuelle.

Conclusion

La Côte d'Ivoire, avec toutes ces crises sociale, politique et économique qu'elle a connue, a vu son tissu social profondément fracturée. Aujourd'hui, elle tente tant bien que mal de le reconstruire par des actions humanitaire et économique. Cependant dans la sous-préfecture de Duékoué, l'on cherche encore ses repères en matière de cette reconstruction des liens sociaux. On assiste à la mise en place des espaces communautaires bien que le pays observe une période stable depuis la fin de la crise postélectorale. Cette situation nous a donc fait réfléchir sur le problème de la reconstruction de la cohésion sociale dans cette partie du pays et plus précisément dans la sous-préfecture de Duékoué. Alors nous sommes posé la question de savoir pourquoi la persistance du repli identitaire dans la sous-préfecture de Duékoué ? Cette interrogation nous a amené à la question de recherche suivante : quels sont les déterminants sociaux de la persistance du repli identitaire dans la sous-préfecture de Duékoué ? Que faire pour reconstruire les liens sociaux entre les différentes communautés socio-culturelles vivant dans cette localité ? L'étude a montré que la cohésion sociale qui s'exprime par le vouloir du vivre ensemble collectif librement consenti, tire ses fondements de l'économique, du social, du politique, du culturel et du religieux. C'est pourquoi, elle est basée sur un système qui renferme des valeurs comprenant la solidarité, la justice, la responsabilité, le partage et la confiance mutuelle. La consolidation de ses acquis passe par la durabilité des actions de solidarités organiques et mécaniques autour des valeurs communes socialement partagées et appréciées, mais aussi par l'acceptation et la compréhension de la position discordante enchâssée dans une volonté d'un vivre ensemble paisible.

Conflit d'intérêts : Les auteurs n'ont signalé aucun conflit d'intérêts.

Disponibilité des données : Toutes les données sont incluses dans le contenu de l'article.

Déclaration de financement : Les auteurs n'ont obtenu aucun financement pour cette recherche.

References:

1. Akindès F. (2004). *Les racines de la crise militaro-politique en Côte d'Ivoire*, Dakar : CODESRIA.
2. Babo A. (2010). "Duékoué : conflits fonciers, identités et réconciliation post-crise", In : *Politique africaine*, n°120, pp. 45-66.
3. Bayart J-F. (1999). *L'illusion identitaire*, Paris : Fayard.
4. Bayart J.-F. (2006). *L'État en Afrique. La politique du ventre*. Fayard.

5. Bosson J-K. (2006). Mécanismes de transformation des conflits dans la région des dix-huit montagnes en Côte d'Ivoire : cas des réseaux pour le rétablissement de la cohésion sociale à Bangolo et à Danané, mémoire de DESS en gestion des conflits et culture de la paix, CERAP, Abidjan
6. Boudon R et Bourricaud F. (2006). *Dictionnaire critique de la sociologie*, Paris, PUF.
7. Chandler D. (2006). *Empire in Denial: The Politics of State-Building*, London : Pluto Press.
8. Chataignier J-M et al, (2007). *Etats Sociétés fragiles : Etats et Sociétés fragiles : Entre Conflits, reconstruire et développement*, Kartala, Paris.
9. Durkheim É. (1895). "Crime et santé sociale", in : *Revue philosophique*, 39, pp. 518-523.
10. Durkheim É. (1967). *De la division du travail social*. Paris : Les Presses Universitaires de France, Huitième édition.
11. Fassin D. (2002). *Les figures de l'autre. Race, sexualité et pluralisme culturel*. La Découverte.
12. Fofana M et Traoré K. (2015). "Analyse de la durabilité de la cohésion dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire : une mise en œuvre empirique à partir des relations autochtones et allogènes", in : *European Journal of Business and Social Sciences*, Volumes 4, n°9, pp. 1-13
13. François K. N et Anselme, N. B. (2016). "Conflits Fonciers Intercommunautaires Et Fracture Sociale Dans Les Régions Du Guémon Et Du Cavally À L'ouest De La Côte d'Ivoire. *European Scientific Journal, ESJ, 12(14)*, pp. 240-261.
14. Guibléron B. (2011). "La construction sociale d'un ancêtre chez les peuples Wê de la Côte d'Ivoire, In : *Ethiopiennes*, n°87, P167 - 182
15. Guy R. (1972). *Talcott Parsons et la sociologie américaine*, Paris : Les Presses universitaires de France
16. Koné M. (2006). "Foncier rural, Citoyenneté et Cohésion Sociale en Côte d'Ivoire : la pratique du tutorat dans la sous-préfecture de Gboguhé," in : *Colloque international sur les frontières de la question foncière*, Montpellier, pp.1-27.
17. Kupelsa I. (2000). "Analyse des conflits dans le tiers monde : intolérance et guerre, où va le monde ?", in : *Téléman*°4, pp.43-48.
18. Kupelsa I. (2000). "Analyse des conflits dans le tiers monde : intolérance et guerre où va le monde ?", in : *Téléma* n°4, pp. 43-48
19. Lahire B. (2002). *Portraits sociologiques. Dispositions et variations individuelles*, Paris : Nathan.

20. Lecaillon J. (1979). *La société des conflits, les tensions entre l'économique, le social et le politique*, Le centurion, Paris.
21. Marchal R. (2006). *La militarisation de l'humanitaire : l'exemple somalien*. Paris : CNRS Éditions.
22. Murithi T. (2006). *African approaches to building peace and social solidarity*, In : *International Peacekeeping*, vol. 13, n° 1, pp. 25-35.
23. Olivier de Sardan, J.-P. (1995). *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*. Karthala.
24. Paugam, S. (2008). *Le lien social*. PUF.
25. RICŒUR Paul, (2000), *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris : Seuil, 662 p.
26. Sanou F. (2006). *Un exemple de restauration et de consolidation de la cohésion sociale : l'expérience de l'ONG care international dans l'ouest de la Côte d'Ivoire, Mémoire de DESS en gestion des conflits, CERAP, Abidjan*
27. Sfez L. (1992). *Critique de la communication*. Seuil.
28. Stora B. (2012). *La gangrène et l'oubli : La mémoire de la guerre d'Algérie*. La Découverte.
29. Todorov T. (1995). *Les abus de la mémoire*. Arléa.
30. Toh A et Koffi E. (2016). *Dynamiques migratoires, enjeux et conflits fonciers dans un contexte de retour des populations déplacées dans l'Ouest ivoirien*, Communication d'un colloque, Université Pelefero Gon Coulibaly